



l'agence
métropolitaine
des déchets
ménagers

ARRETE N° DAJA / ARR-2023-413

Objet : Désignation de Madame Charlotte Libert-Albanel, déléguée syndicale, comme représentante du Président du Sycatom à la présidence de la Commission d'appel d'offres

Le Président du Sycatom,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Vu l'élection de Monsieur Corentin Duprey, en qualité de Président du Sycatom, en date du 27 juillet 2022,

Vu le règlement intérieur du Sycatom relatif aux instances de la commande publique adopté par délibération n° C 3664 du 27 novembre 2020,

Vu la délibération n° C 3642 du 9 octobre 2020 relative à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres,

Vu l'arrêté n° DAJA / ARR-2023-387 portant retrait de la délégation donnée à Monsieur Ludovic Toro en tant que représentant du Président à la Commission d'appel d'offres,

Considérant que le Président du Sycatom, Président de droit de la Commission d'appel d'offres, peut désigner de façon permanente par arrêté un(e) élu(e) du comité syndical au fin d'assurer ses fonctions.

ARRETE :

Article 1 : Madame Charlotte Libert-Albanel, déléguée syndicale, est désignée comme représentante du Président du Sycatom à la présidence de la Commission d'Appel d'Offres pour la durée de son mandat.

Article 2 : En sa qualité de représentante du Président, délégation de fonction et de signature est accordée à Madame Charlotte Libert-Albanel, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour conduire toutes les missions dévolues à la Commission d'Appel d'Offres et accomplir toutes les formalités y afférent.

A ce titre, Madame Charlotte Libert-Albanel peut convoquer et présider les séances de la Commission d'Appel d'Offres, donner toutes les instructions nécessaires aux services concernés et signer tous les documents afférents au fonctionnement de ladite commission, tels notamment les convocations, les correspondances et les procès-verbaux.

Article 3 : La présente délégation subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à l'intéressée,
- transmis au Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du département de Paris.

Fait à Paris, le 25 AOUT 2023

Corentin DUPREY



Président du Syctom

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président du Syctom dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Paris, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Notifié le : 28 août 2023

Signature de l'intéressée :

